

CRISE DE L'ÉNERGIE



Photo Frédéric Pascal

Un monde vieillissant qui s'interroge avec angoisse sur son destin

(Suite de la première page)

Le résultat est là : accroissement des grandes concentrations urbaines déshumanisées et des grandes concentrations industrielles, accroissement corollaire du bouleversement physique de la Terre tout entière, eau, air, terres, fleuves, mers et océans compris, accroissement corollaire du bouleversement psychique avec son cortège de névroses, de psychoses et leurs conséquences : le développement de l'inquiétude, de l'angoisse, des dépressions, des cancers de la délinquance et de la criminalité et, bien sûr, de la drogue, sous toutes ses formes. Car la drogue n'est, en définitive, que la quête désespérée de la spiritualité, par un corps matériel prêt à se détruire pour retrouver l'esprit. L'esprit anéanti. Anéanti par la matière.

Le meilleur des mondes en pire

Ce qu'on nous propose, à droite comme à gauche, c'est le meilleur des mondes d'Aldous Huxley. Mais en pire.

Car c'est à cela, à cette folie suicidaire, que nous conduit le développement à vitesse V des matières du monde matérialiste. Et c'est aussi, on le sait aujourd'hui, à l'épuisement total et irréversible des ressources de la Terre, en air, en eau, en terres.

Ce monde apocalyptique et ce faux choix entre le marxisme de gauche et le marxisme de droite qu'on nous proposa de faire en mars 1978, nous les récusons. Nous n'en voulons pas. Il est temps d'inventer autre chose.

Contre l'État-vampire

Nous les récusons parce que l'esprit — ou l'énergie — et la matière sont deux vases communicants, dont l'un se vide en proportion de ce que l'autre s'emplit. Et, à force de s'emplit de matières, le monde s'est vidé l'esprit. La crise de la matière n'est que le reflet et même la projection, dans le monde matériel visible, de la véritable crise de l'énergie, qui est la crise spirituelle d'un monde marxiste qui a perdu l'esprit.

Attention, il ne s'agit pas de vouloir détruire la société de consommation. Car c'est enco-

re mentir et inverser les faits que d'accuser ceux qui réagissent contre la société de consommation de vouloir la détruire. La vérité, c'est que le plus implacable destructeur, le véritable fossoyeur de la société de consommation n'est personne d'autre qu'elle-même. C'est elle qui se suicide. En parfaite inconscience. Ce qui, à la limite, pourrait nous être indifférent si elle ne nous entraînait dans sa mort.

Et la structure criminelle qui organise le suicide et le génocide social, c'est l'État. L'État dont Nietzsche disait qu'il avait été « inventé pour les hommes superflus », par les hommes superflus, c'est-à-dire les hommes d'État. D'État-vampire.

Pour le fédéralisme mondial des régions

Nous voulons survivre. Et l'évidence est là : l'État-croque-mort creuse sans cesse davantage notre tombe. C'est parce que nous voulons sauver l'homme, dans le cadre d'un ordre social humain que nous dénonçons l'État qui secrète le terrorisme, comme son propre cancer.

Et ce que nous cherchons à sauver, c'est une société de consommation humanisée. Car c'est une évidence que le corps doit se nourrir, lui aussi. Mais ce qui est absurde, c'est de ne nourrir que le corps en affaissant l'esprit. Il s'agit donc de ramener la consommation au nécessaire, d'en réduire les déjections et de nourrir l'esprit en proportion du corps.

C'est pourquoi nous voulons l'Europe des régions et le fédéralisme mondial des régions, qui devront être conçus à l'image même de la structure biologique de l'homme, au sein de laquelle il n'y a ni État, ni police, ni justice, ni ministres mais un système nerveux central qui n'est rien qu'un collecteur, un synthétiseur et un redistributeur d'information qui informe des organes et des cellules qui se plient volontairement et sans contrainte à une discipline collective et solidaire pour la survie de l'ensemble biologique.

C'est la conscience de l'autodestruction physique de la biosphère qui a engendré la naissance du mouvement éco-

logique physique. C'est la conscience de l'autodestruction psychique de l'homme qui engendre maintenant la naissance du mouvement écologique psychique. Mais le mouvement écologique psychique est indissociable du mouvement écologique physique. Car il ne saurait y avoir d'équilibre psychique de l'homme dans un milieu physique pollué, perturbé, bouleversé et progressivement détruit. L'écologie, à l'image de l'homme, est un tout physique et psychique. Toute pollution du milieu se répercute aussi bien sur le corps que sur l'esprit de ceux qui l'habitent et l'inverse est également vraie.

Le bon sens élémentaire commande de rétablir l'équilibre de la biosphère. Et cela c'est l'affaire de l'humanité entière, par-delà les frontières, par-delà les structures périmées des États, c'est notre affaire.

Don Quichotte : le réalisme

Don Quichotte entend donc se faire l'écho, le porte-voix et le soutien du mouvement écologique de la matière et de l'esprit. Pour préserver l'avenir.

Don Quichotte est là pour exprimer la conviction des hommes de bonne volonté quels qu'ils soient, d'où qu'ils viennent, quoiqu'ils aient fait dans le passé, que le bon sens, le sens moral et l'instinct de survie finiront par l'emporter sur la folie suicidaire du monde matérialiste et par assurer le triomphe du mouvement écologique qui, seul, peut le sauver.

Car le « don Quichotte » qui était fou n'était pas et n'a jamais été celui qui se battait contre les moulins et qui quêta, à travers la chevalerie, une forme de la lumière ou de l'esprit. Le fou c'est le « Don Quichotte » de la fin du roman de Cervantès. Celui qui, en dépit des exhortations de Sancho Pança, abandonnant son rêve, reniant son utopie, revient se soumettre à la réalité matérialiste de la matière et, aussitôt, en meurt.

Sachons comprendre que nous ne survivrons qu'en devenant Don Quichotte, le vrai, celui qui avait transformé la réalité en rêve. Car c'est par le rêve, et par rien d'autre que nous serons sauvés.

Don Quichotte

monstrueuse cité. Rien n'y répond à leur angoisse de gosses cernés par la matière inerte. Ils s'enferment alors sur eux-mêmes dans le refus.

Dans des villes plus humaines, ils parviennent à s'intégrer. Les petites filles ou les adultes peuvent sortir sans craindre les loups. Les chiffres, implacables métronomes de nos mœurs le prouvent : la sécurité mais aussi le bonheur sont fonction du milieu. C'est lui qui conditionne les mœurs, l'équilibre psychique, donc l'équilibre physique. La criminalité est le produit de la ville déshumanisée, anti-écologique.

LA BANDE OU LA FAMILLE RECONSTITUÉE

L'urbanisation de ces quinze dernières années a créé une ségrégation sociale géographique. Les loubards du samedi soir sont la horde du Moyen-Age sortie des forêts et venue rôder autour des châteaux-forts. Mais là elle est sortie des forêts de béton et venue rôder au cœur des villes, devant les vitrines trompeuses de l'opulence des autres.

Les jeunes, rejetés par la cité, par la famille, par les adultes, se constituent en une nouvelle famille : le groupe, la bande. Brisant l'anonymat, ils se recréent une identité individuelle au sein de leur identité collective, celle de la tribu primitive, du clan. Ils s'approprient des espaces spécifiques, en détournant de leur fonction des espaces banalisés et hostiles.

Violents et violés sont sans identité, sans visage, réduits à la chair sans esprit comme la ville à la matière sans âme.

« La femme subit le viol comme la négation de tout son individu qui n'est plus rien qu'un objet qu'on manipule et qu'on manipule avec haine. On la tue moralement », explique un avocat.

C'est la rançon inéluctable du développement forcené de la matière au mépris de l'esprit. Les grands ensembles provoquent une violence où violents et violés sont une seule et même victime.

Mais, à qui donc profite le sacrifice ? Et qui, vraiment, l'organise ?

LES VÉRITABLES ORGANISATEURS DES VIOLS COLLECTIFS

Le viol, c'est l'expression du mépris total de la personnalité humaine.

La vénération de l'argent a pour corollaire le mépris de l'homme. Or l'affaire des banquiers et des promoteurs immobiliers, c'est de faire de l'argent. Plus on construit haut et serré sur le plus petit terrain possible, plus on rentabilise le terrain. La loi de l'argent est donc claire : plus on rentabilise l'argent investi et plus on est conduit à mépriser l'homme et à le violer, dans sa personnalité et son intimité. C'est la loi même du système que gouverne l'État. Les préfets signent les permis de construire, parce qu'ils faut bien loger tant bien que mal les ouvriers, les travailleurs immigrés, toute la masse de manœuvres qui sert à faire tourner le système qui supporte les puissances d'argent et l'État. Ils les signent aussi parce qu'ils sont les délégués de l'État, c'est-à-dire du système.

Le résultat est clair : viol de la personnalité des habitants des grands ensembles, en particulier des jeunes dont l'équilibre psychique est forcément le plus

fragile. D'où déséquilibre moral, création de la bande, développement corollaire de la délinquance et de la criminalité et notamment des viols collectifs.

En d'autres termes, les véritables organisateurs des viols collectifs sont les banquiers, les promoteurs, les préfets et l'État qui créent depuis vingt ans l'urbanisation qui se trouve à la source de la criminalité parce qu'elle réunit les conditions de la violence et qu'elle entasse dans des zones surpeuplées, donc suragressives, les fameux 2 % de la population qui fournissent la quasi-totalité des délinquants et des criminels que voulait contrôler l'ancien ministre de l'Intérieur, le chef direct des préfets, M. Michel Poniatowski.

LES FRUITS ET LES RACINES DU MAL

Le syndicat de la magistrature semble faire un pas vers une meilleure intelligence du problème lorsqu'il dit : « Si les accusés de viol sont souvent ceux qui sont le plus opprimés et le plus souvent soumis à la misère sexuelle, leur oppression ne saurait justifier qu'ils prennent leur revanche sur d'autres opprimés en imposant leurs violences ». C'est vrai.

D'ailleurs, le devoir de la Justice n'a jamais consisté à supprimer les causes de la délinquance et de la criminalité, mais à condamner les délinquants et les criminels ainsi que leurs complices et les instigateurs de leurs crimes.

Comment, en l'occurrence, pourrait-elle s'en prendre aux instigateurs et aux complices alors qu'ils constituent le sommet de la société, la tête de l'État lui-même, c'est-à-dire l'employeur de la Justice ? La Justice ne peut s'en prendre qu'aux fruits du mal, jamais à ses racines.

Le seul pouvoir qui pourrait agir sur les racines mêmes du mal, c'est l'État. Quand on a une terre pourrie, empoisonnée, qui ne produit que des fruits pourris et empoisonnés, il n'y a que deux solutions. Ou bien on coupe les fruits à mesure qu'ils poussent, solution de l'inintelligence et de la bêtise. Ou bien on amende la terre de manière à ce qu'elle ne produise plus que des fruits sains.

La politique de l'État s'est toujours limitée à la première solution. Le Chef de l'État a commandé au Garde des Sceaux un rapport sur la violence. C'est bien. Mais qu'en est-il pratiquement sorti ? L'augmentation importante des effectifs de police !

L'évidence est donc là : le régime aux mains des puissances financières n'accepte pas de se remettre en question lui-même et dans ses profondeurs. Sans doute fera-t-on quelques réformes indispensables. Car la violence, débordant ses limites naturelles condamne le système. Mais quant à amender la société elle-même, dont la corruption engendre le crime, pas question.

C'est le même principe qui préside au développement de l'énergie atomique et de l'urbanisation anarchique, au pillage de la nature et à la destruction de l'homme.

Et c'est d'un même mouvement qu'il faut dénoncer les responsables de ce monde corrompu, voué à l'expansion explosive et criminelle de la matière.

Jean-Jacques Goldfarb.